

CONTRIBUTION DE AILE

A la consultation publique relative aux conditions d'insertion du Biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection.

Questions relative au zonage et aux critères I/V (Q1-Q2)

La notion de zonage, s'il elle apporte une lisibilité aux porteurs de projet sur les conditions économiques de réalisation de leur projet est une bonne chose. En l'état actuel, le critère I/V élargi est peu clair et apporte de la complexité au développement des projets. Tout comme le critère I/V du décret, si le dénominateur est commun, nous comprenons que les volumes de biométhane injectés, dès lors que l'installation est mise en service ne sont plus comptabilisés dans le V. Cela va induire des évolutions brutales dans le temps qui peuvent être défavorables à la concrétisation des projets moins avancés.

=> il convient donc de conserver dans le calcul du V, les volumes de biométhane injectés un certain temps après la mise en service de l'installation. Deux à trois ans pourraient permettre d'apporter une lisibilité aux projets se développant sur la zone en question.

Questions relatives au format du livrable et à l'actualisation du gisement ? (Q3-Q4)

Nous considérons qu'il y a un besoin de simplification, mais que l'établissement d'un critère permettant d'identifier le réseau le plus approprié (transport ou distribution) en termes de coût pour la collectivité est une bonne chose. Il est nécessaire que les situations les moins onéreuses pour la collectivité soient celles où le reste à charge pour le producteur est le plus faible.

Les zones où ce critère est dépassé devraient rester en zone blanche, de manière à ne pas dissuader totalement les projets qui pourraient prendre à leur charge le coût du raccordement.

=> Afin de mieux prendre en compte la dynamique des projets en développement, il convient de raccourcir la périodicité d'actualisation à un an, plus représentative de la dynamique des projets actuels.

Questions relatives au principe de mutualisation des investissements (Q7-Q8)

Elle constitue une amélioration par rapport à la règle appliquée jusqu'ici du « le premier qui déclenche paie », puisqu'elle permet un partage des coûts entre producteurs et évite de dissuader le déclenchement du premier projet. Néanmoins, le seuil de 1/3 risque de bloquer les petits projets. Une solution pourrait être que les projets concernés puissent déclencher les ouvrages mutualisés s'ils acceptent de couvrir une part à déterminer du coût des ouvrages mutualisés.

Question relative au timbre d'injection (Q10)

Intégrer une participation au coût des infrastructures pour les producteurs n'est pas en soi une mauvaise chose. Néanmoins, cette prise en charge existe déjà partiellement par la prise en charge du coût de raccordement.



Mais l'intégration d'un timbre d'injection, tel que proposé est un mauvais signal pour la filière et arrive au mauvais moment :

- la formule proposée crée des disparités selon la localisation géographique des projets, qui amène un nouveau niveau de complexité, et qui pourrait conduire à des choix de localisation des projets qui seraient moins pertinents pour l'intégration avec le voisinage ou pour la minimisation des impacts environnementaux et paysagers.

- l'intégration d'une nouvelle taxe dans un contexte de forte instabilité (baisse annoncées du tarif d'achat, réforme des garanties d'origine) risque de fragiliser encore les projets, avec le risque de les décourager totalement et de ne pas atteindre les objectifs de 22TWh en 2028.

Par ailleurs le timbre proposé est disproportionné par rapport à la filière électrique (TURPE) et par rapport au coût payé sur l'utilisation du gaz fossile.